

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 77 Juin 2010

## Terre surpeuplée

Et vous, combien émettez-vous de CO<sub>2</sub> par an ?

Chaque Français, en moyenne, a émis dans l'année 2006 plus de 6 tonnes de CO<sub>2</sub>. C'est beaucoup moins que le Canada (plus de 17), l'Australie (plus de 19), les Etats-Unis (près de 20). Moins que la Russie (11), l'Allemagne (11), le Japon (10), le Royaume-Uni (9). Moins même que la Pologne, l'Afrique du Sud (!), l'Italie, l'Espagne (entre 8 et 9).

Notre planète va devenir inhospitalière si la température s'accroît trop (et, à l'échelle des temps géologiques, trop vite). 2 °C de plus en moyenne, c'est déjà beaucoup, et les conséquences seront dramatiques pour de nombreux peuples.

**Pour que l'accroissement de température ne dépasse pas 2 °C à la fin de ce siècle, il faudrait** – lecteur sensible, saute ce passage, va tout de suite à la page 2 - , **qu'en 2050, chacun des 9 milliards d'habitants** que portera la Terre n'émette plus que – non, au moment d'écrire cela, ma plume tremble, le graphique que je lis (*Le Monde*, 13 avril, sources : musée de l'homme, UNFCCC, UNSTATS) doit comporter une erreur, je vérifie sur des écrits antérieurs, non, hélas ! c'est bien ça ! – **n'émette plus que 1 tonne de CO<sub>2</sub> par an.**

C'est-à-dire moins que ce que le Suédois émet aujourd'hui, moins que le Chinois, moins que le Mexicain, moins que l'Algérien, moins que le Turc, moins que le Brésilien, moins même que l'Indien ! Mais, c'est vrai, plus que le Nigérien.

On n'y arrivera pas ? C'est à craindre. Nous sommes sur un gril.

« Droit » à émettre par habitant. Plus il y a d'habitants, moins on a le « droit » d'émettre.

Nous étions 6 milliards d'habitants en 2000, nous serons 9 milliards en 2050. Notre Terre est un **zoo humain** de plus en plus surpeuplé.

J'ai sous les yeux le graphique (*toujours Le Monde*, 13 avril) qui montre l'évolution de la population mondiale de l'an 1 à l'an 2000. An 1, 250 millions (longtemps avant, quand il n'y avait qu'Adam et Eve, rappelez-vous, la Terre était un Paradis...). An 1800, 1 milliard. 1930, 2 milliards. Et une montée en flèche jusqu'à 2000 : 6 milliards.

Certains pays, heureusement, ont amorcé leur décade démographique, notamment en Europe. Même dans les pays qui connaissent un fort accroissement de population, le nombre moyen d'enfants par femme baisse rapidement, pour se rapprocher de deux (avec un nombre moyen d'enfants par femme légèrement supérieur à 2, on arrive à la stabilisation de la population).

C'est pourquoi **on espère** (bien qu'on ne voie pas encore le point d'inflexion de la courbe...) **que la population mondiale va se stabiliser à 9 milliards.**

Dans cette hypothèse, chaque habitant aura, en 2100, le « droit d'émettre » 1/3 de tonne de CO<sub>2</sub> par an. Oui, l'objectif d'1 tonne/habitant/an n'est qu'un objectif intermédiaire. La biosphère ne peut que recycler que 3 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> par an.

Bonnes vacances !

Mais n'oubliez pas qu'avec un aller-retour Paris-New-York en avion, vous épuisez votre « crédit » CO<sub>2</sub> pour toute une année !

## Bonnes nouvelles

**En Chine** (près de Canton, la **grève des ouvriers** de Honda a payé. Les travailleurs réclamaient de meilleures conditions de travail et une hausse des salaires (le salaire de base n'est que de 1211 yuans, soit 110 € par mois). Ils ont obtenu une augmentation de 35 %. Le salaire minimum sera relevé de 20 % à Pékin. *[En quoi est-ce une bonne nouvelle ? L'urgence, en Chine, serait désormais, selon le China Daily, de rééquilibrer la croissance vers les salaires. Certes, les revenus progressent – de près de 10 % en un an pour les urbains, de 16 % pour les ruraux – mais ce rythme est « dangereusement lent » par rapport aux profits des entreprises]* (Le Monde, 1<sup>er</sup>, 6-7 juin).

**Oscar Temaru**, président de la Polynésie française, **veut une indépendance rapide de la Polynésie**. Il en a fait part à l'ONU. (Le Monde, 1<sup>er</sup> juin).

Barack Obama a annoncé le **report sine die d'un projet d'exploration d'hydrocarbures au large de l'Alaska**, la suspension du forage de 33 puits de prospection dans le golfe du Mexique, et la prolongation de 6 mois du gel des permis de forage en mer. (Le Monde, 30-31 mai). *[Dommage qu'il ait fallu pour cela qu'il y ait une catastrophe écologique, l'une des plus graves de tous les temps, provoquée par BP dans le golfe du Mexique... 6,4 millions de litres déversés par jour, selon Le Monde du 12 juin].*  
*[Transocean, multinationale états-unienne, n° 1 du forage pétrolier off-shore, propriétaire de la plate-forme qui a causé la marée noire dans le golfe du Mexique, a engrangé 3,2 milliards de dollars de bénéfices en 2009, et versé 1 milliard de dollars de dividendes... Politis, 3 juin].*

## La fin du pétrole

**Nigéria**. Depuis 50 ans que le pétrole est exploité au Nigéria, les conséquences sont de deux ordres pour la population : extension de la pollution et développement de la criminalité. La filiale de Shell a annoncé que **14 000 tonnes de brut** ont été dispersées dans la nature **en 2009** *[vous en aviez entendu parler ? non, bien sûr ; ça se passe en Afrique !...]*. Depuis les années 1950, les communautés des régions pétrolifères ont vécu le lent empoisonnement de cette zone de mangroves et de marais. (Le Monde, 4 juin).

## Le réchauffement climatique

**14,5°, température moyenne record en avril**. Ce fut le mois plus chaud jamais enregistré sur la planète. (Le Monde, 20 mai).

**Les Latino-américains s'impliquent de plus en plus dans la négociation climatique**. La Costaricaine Christiana Figueres succèdera à Yvo de Boer comme secrétaire de la Convention sur les changements climatiques. La conférence de 2010 se tiendra à Cancun. Les diplomates devront définir si le réchauffement doit être limité à 1°C, 1,5 °C ou à 2°C, si les pays développés doivent réduire leurs émissions de 75 % ou plus de 80 % en 2050, etc. (Le Monde, 19 mai). En l'état actuel des promesses faites dans la foulée de Copenhague, selon plusieurs instituts de recherche, même ce 2% ne devrait pas être respecté, le réchauffement dépassera, avec une probabilité de plus de 50%, les 3°C. (Le Monde, 12 juin).

**Aux Etats-Unis**, l'Académie des sciences convient qu'il faudrait réduire les émissions (mais en fixant un objectif très peu ambitieux pour les Etats-Unis : de 170 à 200 milliards de tonnes - Gt - de CO<sub>2</sub> entre 2012 et 2050, alors qu'en 2008, les Etats-Unis ont émis 7 Gt). Et elle préconise de faire des recherches sur des systèmes d'ingénierie climatique, pour réduire les effets du réchauffement : injection de particules soufrées dans la stratosphère, « blanchissement » des nuages... *[gardons-nous des savants fous ! ...]*

De leur côté, des économistes américains, japonais et européens, réunis par la London School of Economics, remettent en cause le dispositif onusien *[Mais il est pourtant impératif de réduire rapidement et massivement les émissions de gaz à effet de serre !]* et suggèrent de développer massivement la recherche en faveur des économies renouvelables, et, pour financer ces efforts, recommandent l'introduction d'« une taxe carbone, aussi élevée que possible, sans que l'opinion la rejette ». (Le Monde, 22 mai).

**Europe : hésitations, reculs**. La Commission serait favorable à viser une réduction de 30 % de ses émissions de gaz à effet de serre en 2020 par rapport à 1990. Elle souligne que l'objectif de 20 % (adopté en 2007) est insuffisant par rapport à la trajectoire nécessaire pour réduire les émissions de 80 % en 2050 ; et que l'objectif de 30 % aurait pour effets de réduire la pollution atmosphérique, et de pousser l'Europe à renforcer sa position économique et à créer des emplois dans les secteurs de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

Mais la commissaire européenne a du reculer, devant d'une part le refus de l'Allemagne (soutenue par l'Italie, la Roumanie et la Pologne), qui ne veut pas, dit-elle, « désavantager » une industrie européenne fragilisée par la crise *[le climat attendra : les affaires d'abord !]* ; et d'autre part la demande de la France d'inclure dans la bourse d'échange des droits à polluer les importateurs de produits en provenance de pays moins engagés dans la lutte contre le réchauffement.

Les négociations internationales sur le climat sont donc mal parties...

La Commission envisage une taxe d'au moins 20 € par tonne de carbone émise dans les secteurs du logement, des transports routiers et de l'agriculture. Mais en matière de fiscalité, les décisions se prennent à l'unanimité ; or rares sont les pays qui, à l'instar de la Suède, du Danemark, et de la Finlande, disposent déjà d'une taxe carbone. (Le Monde, 21, 27, 28 mai, 3 juin).

**En France : stockage du CO<sub>2</sub>**. Dans le gisement désaffecté de gaz naturel de Rousse (près de Lacq), Total mène une expérience d'enfouissement de CO<sub>2</sub>. Il a prévu d'injecter en deux ans 120 000 tonnes de gaz liquide, à 4500 m sous terre, dans une formation de roche sédimentaire poreuse de 2 km<sup>2</sup> de surface sur 100 m de hauteur, surmontée d'une couche d'argile et de marnes de 2 km d'épaisseur. Le stockage sera surveillé 5 ans, afin de voir s'il n'y a pas de risque de voir remonter brutalement le gaz (mortel à forte concentration, tout de même !...) à la surface. Coût : jusqu'à 140 € par tonne. (Le Monde, 4 juin). *[Savants fous, là encore ?]*

**OGM. En Chine, un coton transgénique provoque une infestation imprévue de punaises.** Le coton Bt est très efficace sur son principal parasite local, une petite noctuelle. Mais pas du tout sur un parasite mineur, le miridé (de la famille des punaises), qui du coup se développe massivement dans les champs de coton transgénique, et infeste les autres cultures alentour (raisin, pomme, poire, pêche, etc). Le bénéfice sur l'exploitation du coton n'a-t-il pas été en définitive « effacé » par les dégâts occasionnés sur les autres cultures ? (*Le Monde*, 15 mai). [*Vive la biodiversité, à bas les OGM !*].

## Monde

**Afrique. Un historien sénégalais (Ibrahima Thioub) dresse le bilan d'un demi-siècle d'indépendance.** *Extraits.*

Formellement, les Etats ont accédé à la souveraineté internationale en 1960. Mais ce changement économique ne signe pas la fin de la colonisation, c'est-à-dire d'une exploitation économique doublée d'une soumission à une autre culture.

La métropole a transféré le pouvoir aux segments du mouvement nationaliste les plus à même de préserver le lien colonial. Elle a éliminé les plus radicaux par la répression sanglante, comme au Cameroun, ou par la manœuvre politique, comme en Côte d'Ivoire ou au Sénégal.

Les Africains forment des groupes aux intérêts très variés, plus ou moins accommodants avec le pouvoir colonial.

La traite ne se limitait pas à la vente des Noirs à des Blancs dans des ports africains. Elle englobe la manière dont les esclaves étaient « produits » à l'intérieur du continent et acheminés sur la côte. Ce système atlantique était une organisation globale, qui mettait en relation dans un partenariat asymétrique mais intéressé, les compagnies européennes avec des élites africaines. Celles-ci utilisaient la traite pour redéfinir les rapports de pouvoir sur le continent.

[*Aujourd'hui*] **les élites**, au prix d'une violence extrême exercée sur les populations, s'emparent des ressources du pays, les exportent, et dépensent les recettes ainsi dégagées en achetant à l'étranger des biens d'une totale inutilité sociale [*des 4x4 de luxe, par exemple*] autre que symbolique de leur capacité de violence. Elles **ruinent les pays en pompant la force de travail des corps subalternes qui sont réduits à la misère**. La réponse de la partie la plus dynamique de ces populations, c'est la fuite, les pirogues vers l'Europe.

En quoi cela se distingue-t-il de la traite ? A l'époque, des compagnies européennes apportaient en Afrique des biens tout aussi inutiles et destructeurs, comme la verroterie, l'alcool et les armes. Elle les remettait aux élites qui organisaient la chasse aux esclaves. Déjà, le pillage permettait aux élites d'accéder aux biens de consommation importés. Aujourd'hui, le système s'est perfectionné puisque les esclaves se livrent eux-mêmes : ce sont les immigrés.

Tant que nos élites se contenteront de multiplier leurs partenaires pour leur livrer les matières premières et non **développer la production**, elles reproduiront le système qui a mis l'Afrique à genoux.

La priorité consiste à rompre, grâce à l'éducation, avec la logique qui nous conduit à survaloriser tous les produits venant de l'extérieur y compris les diplômés, et à tourner le dos à la production. L'Afrique est le seul continent où la majorité de la population n'a pas envie de rester. Cette situation est liée au choix des élites africaines qui, au moment de la traite, ont détruit l'artisanat et la métallurgie, préférant acheter le fer venu d'Europe, soumettre et vendre ceux qui auraient pu assurer la production.

Contrairement à ce que l'on prétend, le colonisateur ne nous a pas divisés, il nous a unifiés, mais sur des territoires découpés en fonction de ses seuls intérêts : l'évacuation des richesses via le sports. **A notre époque, il s'agit de construire de nouvelles territorialités tournées vers nos besoins.** (*Le Monde*, 1<sup>er</sup> juin).

[*Comme en écho, Romano Prodi écrit : « il est clair, désormais, que l'on ne pourra obtenir davantage de paix, de développement et de prospérité qu'en surmontant la fragmentation politique et économique du continent africain. (Le Monde, 20 mai).*]

[*Et comme pour illustrer le propos d'Ibrahima Thioub, Sarkozy exprime le vœu de relations commerciales « décomplexées » avec l'Afrique, n'oubliant, dans sa distribution de compliments et d'encouragements, ni les militaires putschistes, ni les potentats corrompus, ni les fils de président mal élus, ni les satrapes pourchassant opposants et journalistes. Notre inconstant président a d'abord promis la rupture avec les pratiques néocoloniales de la «Françafrique» ; puis il a dédaigneusement affirmé que « la France, économiquement, n'a pas besoin de l'Afrique » ; puis il a blessé « l'homme africain » en proclamant qu'il n'était « pas assez entré dans l'histoire »... Quelle Tête-à-Claques ! (Le Monde, 1<sup>er</sup>, 2, 3 juin).*]

**Nourrir 9 milliards de personnes.** Substituer des larves à la viande ou au poisson est une des pistes envisagées pour nourrir 9 milliards de personnes à l'horizon 2050.

Quelque 1400 espèces sont consommées en Afrique, en Asie et en Amérique latine : larves de coléoptères, fourmis, chenilles, criquets, chrysalides de vers à soie, punaises, cigales, grillons, araignées, scorpions...

Pourquoi délaissier les insectes quand on consomme du miel, des escargots, des grenouilles ou des huîtres ? Dans l'Antiquité, les Romains appréciaient les chenilles. Au Japon, sauterelles et larves sont au menu depuis longtemps. (*Le Monde*, 1<sup>er</sup> juin).

**Faut-il légaliser le cannabis ?** tous les pays ont banni la production et l'usage du cannabis. Mais aucun n'est parvenu à réduire la consommation de ses habitants avec des lois prohibitionnistes. Pire, celles-ci se sont révélées onéreuses, discriminatoires- particulièrement envers les jeunes et les minorités ethniques – et même prétextes à des atteintes aux libertés dans de nombreux pays. C'est le constat sans appel établi, cette année, par le groupe d'experts internationaux réuni par la Beckley Foundation, un groupe de réflexion britannique.

La prohibition est devenue « une poule aux œufs d'or » pour les organisations criminelles. 44 % des Américains sont en faveur d'une légalisation du cannabis. La Californie a annoncé la tenue d'un référendum en novembre sur une proposition de loi visant à « légaliser, taxer et réguler la marijuana ».

En France, le coût global d'un usager interpellé représenterait plus de 3000 € pour la collectivité. Comme il y a eu 800 000 interpellations entre 2002 et 2009, on estime un coût minimum entre 2,7 et 6,2 milliards d'euros.

Dépénaliser et assumer une politique publique de gestion des drogues permettrait de réorienter l'action publique vers la réduction des risques et la prévention des abus. (*Le Monde, 4 juin*).

**L'Assemblée mondiale de la santé marquée par un clivage Nord-Sud.** Les pays du Sud posent la question de son indépendance face aux lobbies industriels. En ce qui concerne les maladies négligées – ces pathologies qui touchent essentiellement les pays pauvres mais intéressent peu les grands laboratoires, faute de débouchés commerciaux –, les pays latino-américains dénoncent le fait qu'aucune des propositions dérangeantes pour l'industrie pharmaceutique – comme des mécanismes permettant de ne plus lier les prix des médicaments au coût de la R&D- n'ait été retenue dans le rapport soumis au vote de l'Assemblée.

Les pays du Sud craignent aussi qu'une définition trop large de la contrefaçon, qui engloberait aussi des aspects concernant la propriété intellectuelle (respect des brevets et contrefaçon de marque) entrave le commerce des médicaments génériques, vitaux pour les pays les plus pauvres, et profite ainsi aux grands groupes pharmaceutiques. (*Le Monde, 22 mai*).

**Etats-Unis. Barack Obama a fait adopter une réforme de Wall Street,** malgré un intense lobbying du secteur financier : plus de régulation, obligation de transparence sur les produits à risque, plus grande séparation entre banque de dépôts et banque d'affaires. (*Le Monde, 22 mai*).

**Coupe du monde de football.** Le coût supporté par l'Afrique du Sud est estimé à près de 4 milliards d'euros. Même si la Fifa reverse une partie de ses recettes au pays organisateur, il est certain que le « contribuable » en sera de sa poche. Cela dans un pays dont 47 % de la population vit avec moins de 1,50 € par jour. Certes, des infrastructures profiteront à une partie de la population : le luxueux aéroport de Durban, par exemple... (*Politis, 3 juin, qui rappelle que la Grèce est loin de s'être remise des Jeux d'Athènes, en 2004 ; et qui fournit quelques données sur l'Afrique du Sud : 50 millions d'habitants, 20 000 meurtres par an, 55 000 viols, 120 000 hold-up ; l'Afrique du Sud détient le triste record du plus grand nombre de séropositifs dans le monde...*).

## France

**Erosion programmée des services publics.** Santé : le gouvernement veut économiser 600 millions d'euros. Les hôpitaux et les maisons de retraite devraient subir des gels de crédit. Education nationale : dès 2011, de 11 000 à 17 000 postes sont à supprimer. Plusieurs pistes devront être explorées dans chaque Académie : augmenter les effectifs des classes ; fermer, fusionner, regrouper des petites écoles, rurales pour l'essentiel ; réduire encore la scolarisation des enfants de deux ans ; remplacer des enseignants absents par des non-titulaires... (*Le Monde, 30-31 mai, 1<sup>er</sup> juin*).

**Réforme territoriale.** Dans le projet du gouvernement, il est prévu d'élire des « conseillers territoriaux » pour siéger et au Conseil régional, et au conseil général. Avec de fortes disparités d'une région à l'autre : en Limousin, 1 conseiller pour 8000 habitants ; en Ile-de-France, 1 pour 38 000... (*Le Monde, 5 juin*). [Un tel projet pourrait-il être avalisé par le conseil constitutionnel ? ]

**Menace sur les associations.** Le gouvernement a lancé en janvier un vaste chantier en vue de réformer la loi de 1901 définissant le fonctionnement des associations. Il souhaite notamment y introduire une limitation des subventions possibles : celles-ci ne pourraient être accordées par les collectivités publiques que dans la mesure où cela n'entraîne pas de « distorsions de concurrence ».

Ainsi, si vous montez une association pour construire un immeuble coopératif, vous faites de la concurrence aux promoteurs, pas de subventions possibles. Vous faites une AMAP, concurrence avec les maraîchers de plein champ, pas de subventions... Cela peut aller loin, en particulier dans le domaine social où les entreprises sont de plus en plus nombreuses à essayer de s'emparer des marchés comme les maisons de retraite, les crèches, les centres aérés, etc. Cette logique « économiste » de l'association est dénoncée par de nombreuses confédérations d'associations, et une pétition circule sur internet : [www.associations-citoyennes.net](http://www.associations-citoyennes.net) . (*Silence, juin*).

**Déboulonneurs relaxés.** Huit prévenus, qui avaient peint des slogans sur des panneaux publicitaires, ont été relaxés par le juge, qui a rappelé que, si « chacun a le droit d'exprimer et de diffuser informations et idées, quelle qu'en soit la nature, par le moyen de la publicité », tout message peut provoquer une réponse. Dès lors, c'est dans le cadre de l'application des règles relatives à la liberté d'expression que doivent s'analyser les faits reprochés. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen dispose que « la libre communication des pensées est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté ». (*Silence, juin, qui renvoie à Le publiphobe, 67, rue Saint-Jacques, 75005, Paris 01 45 79 82 44*)

**Une raison d'adhérer à Attac aujourd'hui ?** A Attac, on n'est pas bornés.

Parti initialement de préoccupations surtout économiques et sociales, Attac a compris l'imbrication de la crise écologique et de la crise sociale. On ne pourra sauver les écosystèmes sans réduire les inégalités sociales ; et inversement, la justice sociale suppose de réduire la crise écologique. L'articulation entre mouvements écologiques et sociaux est aujourd'hui au cœur des préoccupations d'Attac.

### Courrier des lecteurs

**MCT.** Vous faites vraiment un très joli travail, félicitations sincères, il faut quand même vous en remercier de temps en temps. Merci, le paysage s'en trouve même réchauffé.

**MD.** Tiens, cher Montrougien, voilà des nouvelles de gens qui se bougent... Bien d'la bise

**MF.** Le bacille de **Koch** est celui de tuberculose.... Bravo quand même

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.